

# Les concessionnaires automobiles en Polynésie française

## OBJECTIFS

La présente étude comprend deux volets :

- ☛ La représentation graphique et l'analyse d'une série d'agrégats et de ratios financiers, destinées à permettre à une entreprise du secteur étudié de se situer par rapport aux comportements, aux résultats et à la structure des autres entreprises du même secteur dans la Collectivité,
- ☛ L'élaboration et la présentation –à titre d'information macro-économique- d'un bilan et d'un compte de résultats moyens du secteur étudié, représentatifs du poids de ce secteur dans l'économie locale ainsi que des performances et de la structure moyennes des entreprises qui le composent.

## MÉTHODOLOGIE

Les études sectorielles de l'Institut d'émission sur la situation des entreprises sont réalisées à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 2 exercices consécutifs (2003 et 2004) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM.

Elles ne concernent que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes.

Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

## SYNTHÈSE

Le commerce de véhicules (référéncé selon la nomenclature des activités françaises sous le code 501 Z), englobe 92 entreprises dont 57 sociétés et 35 entreprises individuelles selon le Répertoire territorial des entreprises. L'échantillon retenu pour cette étude ne concerne que les concessionnaires automobiles, au nombre de 11.

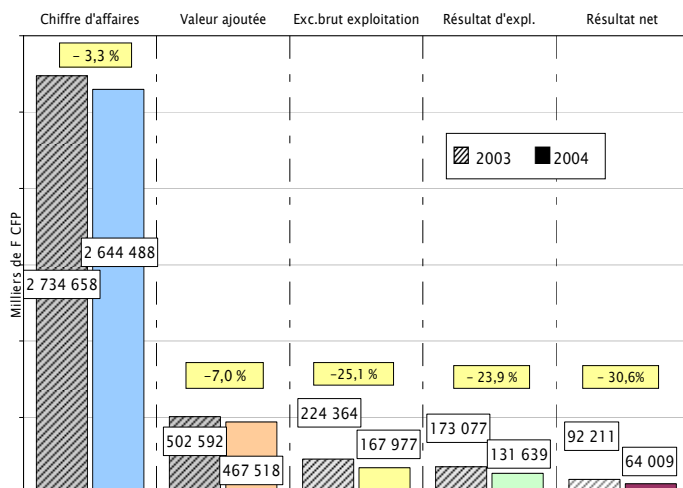
Dans un contexte de vive concurrence, les concessionnaires automobiles ont globalement connu une baisse de leur volume d'affaires en 2004. Bénéficiant d'un taux de change favorable, les concessionnaires positionnés sur le marché des véhicules de marques asiatiques enregistrent cependant une progression de leurs ventes (46% de part de marché, soit + 11% par rapport à 2003), au détriment des produits facturés en euro. Malgré une bonne maîtrise des coûts d'achats, les résultats des entreprises du secteur sont moins favorables en 2004, comparativement à 2003. Les indicateurs de rentabilité demeurent néanmoins à un niveau confortable.

La structure du bilan des concessionnaires automobiles se caractérise par un renforcement continu de leurs capitaux propres grâce au report d'une partie des résultats réalisés. Le taux d'endettement des entreprises de l'échantillon s'améliore en 2004 mais reste élevé du fait de la progression des concours bancaires courants, alors que l'endettement à terme tend à se réduire en 2004. Le délai de remboursement de l'endettement rapporté à la capacité d'autofinancement, s'allonge légèrement en 2004 en raison de la baisse de la rentabilité, mais celui-ci reste encore satisfaisant. L'effort d'investissement réalisé par les entreprises du secteur est demeuré soutenu en 2004 comme en témoigne la progression des immobilisations corporelles.

Compte tenu de l'importance des stocks et de l'allongement du délai client, le cycle d'exploitation génère en 2004 plus de besoins en fonds de roulement qu'en 2003. La faible couverture du besoin en fonds de roulement par le fonds de roulement net global se traduit par un solde net de trésorerie déficitaire et un recours accru aux concours bancaires courants.

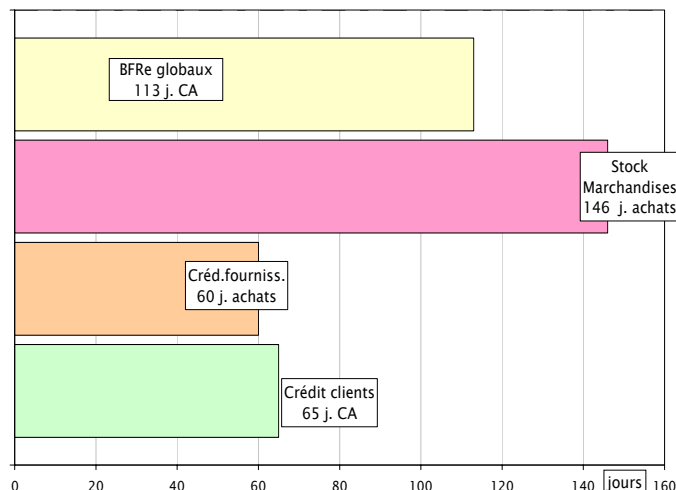
Les estimations pour 2005 semblent indiquer une remontée des ventes de véhicules liée en partie à la prime mise en place par le gouvernement sur la reprise des véhicules de plus de 10 ans et à l'arrivée sur le territoire de voitures chinoises aux prix de vente très attractifs. Ainsi, la croissance significative des marques asiatiques en 2004 se confirme en 2005 avec plus de 50% du marché.

## ACTIVITÉ - ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS



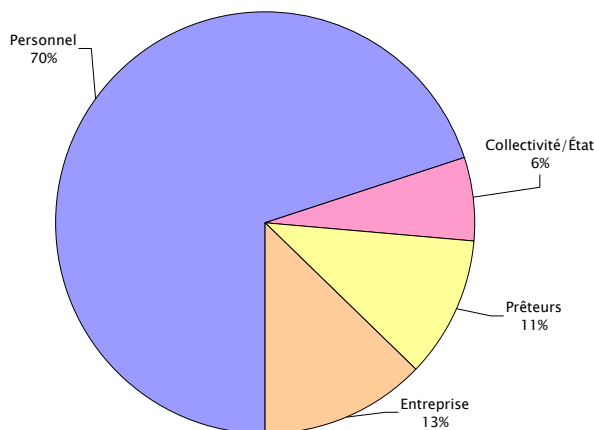
▲ Après l'amorce d'une reprise en 2003, le chiffre d'affaires moyen des concessionnaires automobiles s'est légèrement tassé en 2004 (-3,3%) pour atteindre 2.644 M XPF. Cette diminution du courant d'affaires, confirmée par la réduction de 9,4% du nombre d'immatriculations de voitures neuves, s'est accompagnée d'une baisse de l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion. L'augmentation des charges d'exploitation, en particulier les charges externes et de personnel, a mécaniquement pesé sur l'excédent brut d'exploitation (-25,1%) et sur le résultat d'exploitation (-23,9%). Sous l'effet conjugué d'une hausse des charges financières et des charges exceptionnelles, le résultat net s'est replié de 30,6% en un an. A noter que le recours accru au dispositif de défiscalisation a permis d'alléger les charges fiscales du secteur, contribuant ainsi à atténuer le repli du résultat net.

## ACTIVITÉ - POIDS DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT EN 2004



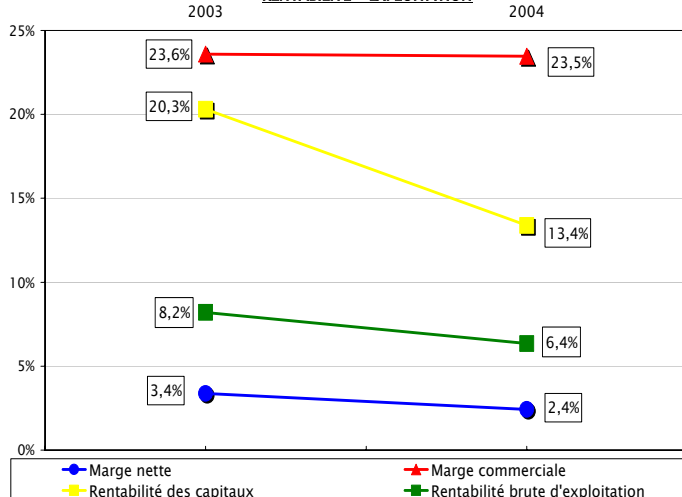
▲ L'importance du niveau des stocks de ce secteur (146 jours d'achats), justifiée par l'éloignement et des délais d'acheminement longs, entraîne un niveau élevé du besoin en fonds de roulement des concessionnaires automobiles en 2004 (113 jours de CA contre 107 jours en 2003). La progression du crédit client (65 jours de CA), qui traduit la tension commerciale du marché, contribue également à peser sur le besoin de fonds de roulement, d'autant plus que le crédit fournisseurs ressort en baisse, à 60 jours d'achats.

## PRODUCTIVITÉ - RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL EN 2004

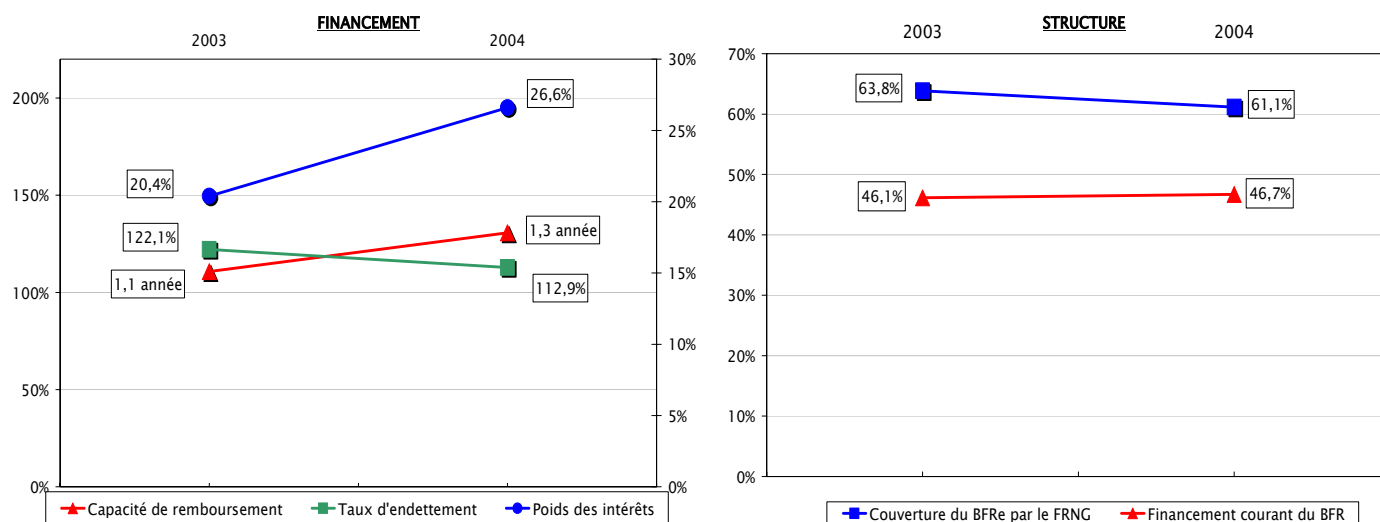


▲ En 2004, le revenu global dégagé par les concessionnaires automobiles a été principalement absorbé par les charges de personnel (70% contre 61% en 2003). La part revenant aux entreprises ressort en baisse, à 13% contre 23% en 2003 alors que celles allouées aux prêteurs –sous forme de frais financiers- et à la collectivité –sous forme d'impôts et taxes- sont restées stables, avec respectivement 11% et 6% du revenu global.

## RENTABILITÉ - EXPLOITATION



▲ Dans un environnement très concurrentiel, les entreprises de l'échantillon enregistrent une légère érosion de leur marge commerciale. Grâce à une bonne maîtrise des coûts d'achats, les concessionnaires automobiles parviennent néanmoins à maintenir stable leur taux de marge commerciale (23,5% en 2004 contre 23,6% en 2003). Compte tenu de la baisse de l'EBE, la rentabilité brute d'exploitation s'est infléchiée de 1,8 point en 2004, pour s'établir à 6,4%. La marge nette et la rentabilité des capitaux s'inscrivent également en repli en 2004 atteignant respectivement 2,4% et 13,4% contre 3,4% et 20,3% en 2003.



▲ Le taux d'endettement moyen des concessionnaires automobiles s'établit en baisse, à 112,9% en 2004 contre 122,1% en 2003. L'évolution de cet indicateur s'explique par la diminution de l'endettement bancaire à moyen terme (-15,5%) alors que les concours bancaires courants ont légèrement progressé de 3,6% sur la période sous revue. Affectée par la baisse de la CAF, la capacité de remboursement reste néanmoins satisfaisante, atteignant 1,3 année de CAF en 2004 (contre 1,1 année en 2003). Compte tenu de l'importance des concours bancaires courants, qui représentent 60% de l'endettement des entreprises de l'échantillon, le poids des charges financières sur l'EBE ressort en augmentation (+ 6,2 points), à 26,6% en 2004.

▲ Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement d'exploitation par le fonds de roulement des entreprises de l'échantillon s'est dégradé en 2004 avec un ratio de 61,1% contre 63,8% en 2003. L'orientation à la baisse de cet indicateur résulte de la diminution de l'endettement bancaire à terme, de la progression des immobilisations corporelles et financières, qui dégradent le fonds de roulement, et de l'accroissement du besoin en fonds de roulement d'exploitation. En revanche, bien que les concours bancaires courants aient augmenté de 3,6% en 2004, leur part rapportée au besoin en fonds de roulement d'exploitation reste stable par rapport à 2003 (46,1% en 2003 contre 46,7% en 2004).

## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET RATIOS

Valeur ajoutée (VA) =	Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en prov.tiers	Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de valeur apportée par celle-ci.
Excédent brut d'exploitation (EBE) =	VA + Subventions d'exploit. - Impôts et taxes - Salaires et charges sociales	Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
Résultat net comptable =	Somme algébrique de tous les produits et de toutes les charges.	
Besoins en fonds de roulement (BFRE) =	Actifs d'exploitation - Dettes d'exploit.	Besoins liés au cycle d'exploitation (mesurés en nombre de jours) issus des décalages entre flux physiques et flux financiers.
Fonds de roulement net global (FRNG) =	Capitaux propres + Amort.et prov. + Dettes financières - Actif immobilisé	Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
Revenu global (ou Revenus répartis) =	VA + Autres produits et charges d'exploit. + Résultats hors exploit.	Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
Taux de marge commerciale =	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente marchandises}}$	Résultat de l'activité de négoce.
Rentabilité brute d'exploitation =	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
Marge nette =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CA}}$	Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
Rentabilité des capitaux =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Fonds propres nets}}$	Mesure de l'aptitude de l'entreprise à renforcer et à rémunérer ses fonds propres. Il doit être aussi élevé que possible.
Capacité de remboursement =	$\frac{\text{Endettement à terme}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	Valeur-limite souvent fixée par les banquiers à 3,5.
Taux d'endettement =	$\frac{\text{Endettement}}{\text{Capitaux propres}}$	Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise.
Poids des intérêts =	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{EBE}}$	Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.
Couverture BFR/FRNG =	$\frac{\text{FRNG}}{\text{BFR}}$	Financement du BFR par le FRNG, comblé par des crédits banc. courants.
Financement courant des BFR =	$\frac{\text{Concours bancaires courants}}{\text{BFR}}$	Mode de financement des besoins issus du cycle d'exploitation.

AGENCE DE PAPEETE  
Janvier 2006

Étude sectorielle de l'Institut

## BILAN FONCTIONNEL ET COMPTE DE RÉSULTATS MOYENS

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (milliers FCFP)	2003	2004	Variation
Fonds propres nets	454 110	478 410	+ 5,4 %
+ Comptes courants associés	86 752	96 052	+ 10,7 %
+ Endettement bancaire	180 458	152 415	- 15,5 %
+ Amortissements et provisions	377 420	417 114	+ 10,5 %
- Immobilisations brutes	581 045	636 400	+ 9,5 %
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	<b>517 695</b>	<b>507 591</b>	<b>- 2,0 %</b>
Stocks et en cours	830 271	785 602	- 5,4 %
+ Créances clients	435 073	451 621	+ 3,8 %
- Dettes fournisseurs	390 428	338 859	- 13,2 %
- Dettes fiscales et sociales	86 027	75 502	- 12,2 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	21 946	7 595	- 65,4 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL.</b>	<b>810 835</b>	<b>830 457</b>	<b>+ 2,4 %</b>
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	34 801	22 360	- 35,7 %
<b>= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>845 636</b>	<b>852 817</b>	<b>+ 0,8 %</b>
Disponibilités	46 172	42 469	- 8,0 %
- Crédits bancaires courants	374 112	387 694	+ 3,6 %
<b>= TRÉSORERIE</b>	<b>-327 940</b>	<b>-345 225</b>	<b>+ 5,3 %</b>

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de FCFP)	2003	2004	Variation
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 734 658</b>	<b>2 644 488</b>	<b>- 3,3 %</b>
Marge commerciale	626 788	601 016	- 4,1 %
+ Production de l'exercice	79 200	84 115	+ 6,2 %
<b>= PRODUCTION GLOBALE</b>	<b>705 988</b>	<b>685 131</b>	<b>- 3,0 %</b>
- Consommations intermédiaires	203 396	217 614	+ 7,0 %
<b>= VALEUR AJOUTÉE</b>	<b>502 592</b>	<b>467 517</b>	<b>- 7,0 %</b>
+ Subventions d'exploitation	1 750	2 019	+ 15,4 %
- Impôts et taxes	13 272	13 389	+ 0,9 %
- Charges de personnel	266 706	288 170	+ 8,0 %
<b>= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>224 364</b>	<b>167 977</b>	<b>- 25,1 %</b>
- Dotations (nettes de reprises)	36 404	31 656	- 13,0 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-14 882	-4 682	- 68,5 %
- Charges financières nettes	37 013	34 571	- 6,6 %
<b>= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>136 065</b>	<b>97 068</b>	<b>- 28,7 %</b>
+ Produits et charges exceptionnels	-30 781	-21 658	- 29,6 %
- Participation des salariés	0	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	13 072	11 401	- 12,8 %
<b>= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>92 212</b>	<b>64 009</b>	<b>- 30,6 %</b>
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>162 983</b>	<b>116 649</b>	<b>- 28,4 %</b>

Source : Centrale des bilans de l'IEOM